



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE PARIS

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°75-2019-020

PUBLIÉ LE 18 JANVIER 2019

Sommaire

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi - Unité territoriale de Paris

| | |
|---|---------|
| 75-2018-11-19-009 - Arrêté de renouvellement d'agrément SAP - DOMACTIVE (2 pages) | Page 4 |
| 75-2018-11-15-010 - Récépissé de déclaration SAP - BREHERET Margaux (1 page) | Page 7 |
| 75-2018-11-15-009 - Récépissé de déclaration SAP - CHOUARBI Sarah (1 page) | Page 9 |
| 75-2018-11-15-013 - Récépissé de déclaration SAP - DA CRUZ CORREIA Jason (1 page) | Page 11 |
| 75-2018-11-19-008 - Récépissé de déclaration SAP - DOMACTIVE (1 page) | Page 13 |
| 75-2018-11-14-021 - Récépissé de déclaration SAP - DURAND Lucie (1 page) | Page 15 |
| 75-2018-11-15-012 - Récépissé de déclaration SAP - GUIHENEUF Florent (1 page) | Page 17 |
| 75-2018-11-15-008 - Récépissé de déclaration SAP - MARTIN Estérelle (1 page) | Page 19 |
| 75-2018-11-15-011 - Récépissé de déclaration SAP - RICHARD Adèle (1 page) | Page 21 |
| 75-2018-11-15-014 - Récépissé de déclaration SAP - SPORTVIBES (1 page) | Page 23 |

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement

| | |
|---|---------|
| 75-2019-01-18-011 - Arrêté préfectoral de cessibilité concernant une emprise en tréfonds dans le cadre du projet d'aménagement sur partie des parcelles sises 106 avenue de la République / 127-129 rue du Chemin Vert à Paris 11ème arrondissement (2 pages) | Page 25 |
|---|---------|

Préfecture de la Région d'Ile de France, Préfecture de Paris

| | |
|--|---------|
| 75-2019-01-18-002 - ARRETÉ Portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) «Union des pêcheurs de Paris et de la Seine » (2 pages) | Page 28 |
| 75-2019-01-18-005 - Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral n° | |
| 75-2017-01-16-001 du 16 janvier 2017 portant renouvellement des membres du conseil de l'éducation nationale dans le département de Paris (2 pages) | Page 31 |
| 75-2019-01-18-006 - Arrêté préfectoral Fixant la liste des conseillers du salarié habilités à venir assister, sur sa demande, un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou à la rupture conventionnelle de son contrat de travail (31 pages) | Page 34 |
| 75-2019-01-18-001 - Arrêté préfectoral accordant à la SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE une autorisation pour déroger à la règle du repos dominical (3 pages) | Page 66 |

Préfecture de Paris et d'Ile-de-France

| | |
|---|---------|
| 75-2019-01-18-004 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique du fonds de dotation dénommé "SIGFOX FOR ACTION" (2 pages) | Page 70 |
|---|---------|

Préfecture de Police

| | |
|--|---------|
| 75-2019-01-18-010 - Arrêté n°19-004 relatif à la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police. (3 pages) | Page 73 |
| 75-2019-01-18-007 - Arrêté n°2019-00058 portant mesures de police applicables à Paris à l'occasion d'appels à manifester dans la capitale le samedi 19 janvier 2019. (4 pages) | Page 77 |

| | |
|--|---------|
| 75-2019-01-18-008 - Arrêté n°2019-00059 autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares et stations parisiennes du réseau de la RATP le samedi 19 janvier 2019. (3 pages) | Page 82 |
| 75-2019-01-18-009 - Arrêté n°2019-00060 autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares parisiennes le samedi 19 janvier 2019. (3 pages) | Page 86 |
| 75-2019-01-17-013 - Arrêté n°DTPP 2019-0077 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire. (1 page) | Page 90 |

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-19-009

Arrêté de renouvellement d'agrément SAP - DOMACTIVE



*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI D' ÎLE-DE-FRANCE
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE PARIS*

**Arrêté portant renouvellement d'agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP489360750**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.1 7232-1 à R.1 7232-11 et D.7231-1 ;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail,

Vu l'agrément du 5 mars 2014 à l'organisme DOMACTIVE,

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 26 novembre 2018 , par Monsieur Daniel ZUMINO en qualité de Président ;

Vu la saisine des conseils départementaux, le 29 novembre 2018,

Le préfet de Paris,

Arrête :

Article 1^{er}

L'agrément de l'organisme **DOMACTIVE**, dont l'établissement principal est situé 39 rue de Châteaudun 75009 PARIS est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 2 octobre 2018.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (mode prestataire et mandataire) - (75, 92, 93, 94)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (mode prestataire et mandataire) - (75, 92, 93, 94)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - unité départementale de Paris ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

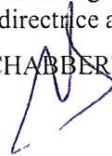
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Paris, le 19 novembre 2018

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris,
et par délégation du directeur régional de la
Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation,
La directrice adjointe du travail

I. CHABBERT



Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-010

Récépissé de déclaration SAP - BREHERET Margaux

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 841732944
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 18 octobre 2018 par Madame BREHERET Margaux, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme BREHERET Margaux dont le siège social est situé 97, boulevard Lefebvre 75015 PARIS et enregistré sous le N° SAP 841732944 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Assistance informatique à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABBERT


Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-009

Récépissé de déclaration SAP - CHOUARBI Sarah



PREFET DE PARIS

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 842814600
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 19 octobre 2018 par Madame CHOUARBI Sarah, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme CHOUARBI Sarah dont le siège social est situé 7, rue Dénoyez 75020 PARIS et enregistré sous le N° SAP 842814600 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Garde d'enfants de + 3 ans à domicile
- Accompagnement des enfants de + 3 ans, en dehors de leur domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABBÉRT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-013

Récépissé de déclaration SAP - DA CRUZ CORREIA
Jason



PREFET DE PARIS

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 843161811
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 18 octobre 2018 par Monsieur DA CRUZ CORREIA Jason, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme DA CRUZ CORREIA Jason dont le siège social est situé 175, boulevard Murat 75016 PARIS et enregistré sous le N° SAP 843161811 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Garde d'enfants de + 3 ans à domicile
- Accompagnement des enfants de + 3 ans, en dehors de leur domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-19-008

Récépissé de déclaration SAP - DOMACTIVE



*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI D' ILE-DE-FRANCE
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE PARIS*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP489360750**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu l'agrément en date du 5 mars 2014 à l'organisme DOMACTIVE;

Le préfet de Paris

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de Paris le 19 novembre 2018 par Monsieur Daniel ZUMINO en qualité de Président, pour l'organisme DOMACTIVE dont l'établissement principal est situé 39 rue de Châteaudun 75009 PARIS et enregistré sous le N° SAP489360750 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à agrément de l'État :

- En mode prestataire et mandataire :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (75, 92, 93, 94)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (75, 92, 93, 94)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.)

Fait à Paris, le 19 novembre 2018

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris,
et par délégation du directeur régional de la
Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation,
La directrice adjointe du travail

I. CHABERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-14-021

Récépissé de déclaration SAP - DURAND Lucie



PREFET DE PARIS

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 842226508
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 18 octobre 2018 par Madame DURAND Lucie, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme DURAND Lucie dont le siège social est situé 108, avenue Victor Hugo 75016 PARIS et enregistré sous le N° SAP 842226508 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Assistance informatique à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 14 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-012

Récépissé de déclaration SAP - GUIHENEUF Florent

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 842557225
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 19 octobre 2018 par Monsieur GUIHENEUF Florent, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme GUIHENEUF Florent dont le siège social est situé 119, rue Blomet 75015 PARIS et enregistré sous le N° SAP 842557225 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Assistance informatique à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe



Isabelle CHABBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-008

Récépissé de déclaration SAP - MARTIN Estérelle



PREFET DE PARIS

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 842653925
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 18 octobre 2018 par Mademoiselle MARTIN Estérelle, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme MARTIN Estérelle dont le siège social est situé 121, rue Didot 75014 PARIS et enregistré sous le N° SAP 842653925 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-011

Récépissé de déclaration SAP - RICHARD Adèle



PREFET DE PARIS

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 842554339
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 18 octobre 2018 par Madame RICHARD Adèle, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme RICHARD Adèle dont le siège social est situé 3, rue de l'Assomption 75016 PARIS et enregistré sous le N° SAP 842554339 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Assistance informatique à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de
la consommation, du travail et de l'emploi - Unité
territoriale de Paris

75-2018-11-15-014

Récépissé de déclaration SAP - SPORTVIBES



PREFET DE PARIS

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 813044674
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 19 octobre 2018 par Monsieur CHAZOT Olivier, en qualité de président, pour l'organisme SPORTVIBES dont le siège social est situé 56, rue de Bagnolet 75020 PARIS et enregistré sous le N° SAP 813044674 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 15 novembre 2018

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation de la Directrice Régionale de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, la Directrice Adjointe

Isabelle CHABBERT

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement
et de l'aménagement

75-2019-01-18-011

Arrêté préfectoral de cessibilité concernant une emprise en
tréfonds dans le cadre du projet d'aménagement sur partie
des parcelles sises 106 avenue de la République / 127-129
rue du Chemin Vert à Paris 11ème arrondissement

**PRÉFET DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS**

*Direction régionale et interdépartementale
de l'équipement et de l'aménagement*

**Arrêté préfectoral
de cessibilité concernant une emprise en tréfonds
dans le cadre du projet d'aménagement sur partie des parcelles sises
106 avenue de la République / 127-129 rue du Chemin Vert
à Paris 11^{ème} arrondissement**

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les chapitres I et II du titre 1^{er} du livre V de la deuxième partie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 75-2016-04-08-004 du 8 avril 2016, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2016-05-23-003 du 23 mai 2016, déclarant d'utilité publique, au profit de Paris Habitat – OPH, le projet de construction de 23 logements sociaux et d'une crèche de 44 places portant sur partie des parcelles cadastrées AX 31, sise 106 avenue de la République et AX 66, sise 127-129 rue du Chemin Vert à Paris 11^{ème} arrondissement, et déclarant cessible les biens immobiliers sur partie de la parcelle AX 31 sise 106 avenue de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2018 autorisant l'ouverture d'une enquête parcellaire simplifiée du 5 au 20 novembre 2018 portant sur l'emprise en tréfonds d'une partie du volume 100, sous le volume 500, sise 127-129 rue du Chemin Vert à Paris 11^{ème} arrondissement dans le cadre du projet de construction précité ;

Vu le rapport et l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur le 18 décembre 2018 suite à l'enquête parcellaire simplifiée ;

Vu le courrier de Paris Habitat - OPH du 28 décembre 2018 demandant, à son profit, la cessibilité de l'emprise susvisée ;

Vu le récépissé du pli recommandé adressé au syndicat des copropriétaires du 127-129 rue du Chemin Vert et le résultat de la signification par huissier de justice auprès de cette même personne morale portant notification de l'avis relatif à l'enquête parcellaire précitée ;

Sur proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris ;

Considérant que l'acquisition par Paris Habitat – OPH de l'emprise en tréfonds d'une partie du volume 100 sous le volume 500 inclus dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique et appartenant au syndicat des copropriétaires du 127-129 rue du Chemin Vert est nécessaire à la réalisation du programme de construction susvisé ;

Considérant qu'en conséquence il y a lieu de déclarer cessible l'emprise précitée, au profit de Paris Habitat – OPH, suite à l'enquête parcellaire simplifiée mentionnée plus haut ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Dans le cadre du projet de construction de 23 logements sociaux et d'une crèche de 44 places portant sur partie des parcelles AX 31 sise 106 avenue de la République et AX 66 sise 127-129 rue du Chemin vert à Paris 11^{ème} arrondissement, l'emprise en tréfonds d'une partie du volume 100, sous le volume 500, sise 127-129 rue du Chemin Vert, est déclarée cessible immédiatement, au profit de Paris Habitat - OPH, conformément au tableau de cessibilité, au plan de déclaration d'utilité publique – parcellaire et à la coupe schématique annexés au présent arrêté (1).

ARTICLE 2 – L'acquisition de l'emprise précitée sera effectuée par Paris Habitat - OPH, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification au propriétaire concerné.

ARTICLE 4 - Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, le directeur régional et interdépartemental adjoint de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France, directeur de l'unité départementale de Paris, le directeur général de Paris Habitat - OPH sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris, le 18 janvier 2019

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris

signé

Michel CADOT

(1) : Ces annexes sont consultables à la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris - Unité départementale de l'équipement et de l'aménagement de Paris - Service utilité publique et équilibres territoriaux - Pôle urbanisme d'utilité publique - 5 rue Leblanc - 75911 Paris Cedex 15

Préfecture de la Région d'Ile de France, Préfecture de Paris

75-2019-01-18-002

ARRETÉ

Portant agrément du président et du trésorier de
l'association agréée pour la pêche et la protection
du milieu aquatique (AAPPMA) «Union des pêcheurs de
Paris et de la Seine »

PREFET DE PARIS

ARRETÉ n°

Portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) «Union des pêcheurs de Paris et de la Seine »

**Le préfet de la région d'Ile-de-France
préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L434-3 et R434-27 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 16 janvier 2013 fixant les conditions d'agrément et les statuts types des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 2009-50-2 du 19 février 2009 portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) « Union des pêcheurs de Paris et de la Seine » ;

VU le procès verbal de l'assemblée générale de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) « Union des pêcheurs de Paris et de la Seine » qui s'est tenue le 12 décembre 2015 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection de nouveaux membres au conseil d'administration de l'association susnommée ;

VU l'extrait du procès-verbal du conseil d'administration qui s'est tenu le 12 décembre 2015 dans lequel Monsieur Christian CHOLLET a été élu président du conseil d'administration du 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 ;

VU l'extrait du procès verbal du conseil d'administration qui s'est tenu le 12 décembre 2015 et au cours duquel Monsieur Olivier FORÉT a été élu président du conseil d'administration à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'à la fin du mandat, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2020 ;

VU l'extrait du procès verbal du conseil d'administration qui s'est tenu le 12 décembre 2015 et au cours duquel Monsieur Louis POTTIER a été élu trésorier du conseil d'administration à compter du 1^{er} janvier 2016 jusqu'à la fin du mandat, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2020 ;

SUR proposition du Préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE

Article 1^{er} :

L'arrêté n° 2009-50-2 du 19 février 2009 est abrogé.

Article 2 :

- Monsieur Olivier FORÉT, domicilié 64 avenue Henri Ginoux – 92120 Montrouge, est agréé en qualité de président,

- Monsieur Louis POTTIER, domicilié 12 rue de Pontoise – 75005 Paris, est agréé en qualité de trésorier,

de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique « Union des pêcheurs de Paris et de la Seine ».

Article 3 :

Leur entrée en fonction débute à compter de la date du présent arrêté et se termine le 31 décembre de l'année précédant celle de l'expiration des baux de pêche consentis par l'Etat sur les eaux du domaine public.

Article 4 :

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet de recours non contentieux dans les deux mois suivant sa notification :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, 5, rue Leblanc – 75015 Paris ;
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire, 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Paris.

Le présent arrêté préfectoral peut faire également l'objet de recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy, 75004 Paris dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.

Article 5 : Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de Paris.

A Paris, le 18 janvier 2019

Pour le préfet de la région d'Île-de-France,
préfet de Paris et par délégation,
Le préfet, secrétaire général de la préfecture
de la région d'Île-de-France, préfecture de
Paris

Signé

François RAVIER

Préfecture de la région d'Ile-de-France préfecture de Paris

75-2019-01-18-005

Arrêté préfectoral

modifiant l'arrêté préfectoral n° 75-2017-01-16-001 du 16

janvier 2017

portant renouvellement des membres du conseil de

l'éducation nationale

dans le département de Paris



Arrêté préfectoral n°
modifiant l'arrêté préfectoral n° 75-2017-01-16-001 du 16 janvier 2017
portant renouvellement des membres du conseil de l'éducation nationale
dans le département de Paris

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'éducation et, notamment, ses articles R.235-12 à R.235-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 75-2017-01-13-003 du 13 janvier 2017 portant répartition des sièges au conseil de l'éducation nationale dans le département de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 75-2017-01-16-001 du 16 janvier 2017 modifié, portant renouvellement des membres du conseil de l'éducation nationale dans le département de Paris ;

Vu le courrier daté du 8 janvier 2019 du recteur de l'académie de Paris relatif au renouvellement d'un représentant de la direction des affaires scolaires siégeant au sein du conseil départemental de l'éducation nationale de Paris ;

Sur proposition du recteur de la région d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris ;

ARRÊTE:

Article 1^{er} : Le titre IV de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus du 16 janvier 2017 est modifié, au titre des personnalités nommées en raison de leur compétence dans le domaine économique, social, éducatif ou culturel :

Titulaire

Mme Delphine HAMMEL, sous-directrice des établissements scolaires du second degré à la mairie de Paris, en remplacement de Mme Cécile GUIGNARD.

Le reste demeure sans changement.

.../...

Article 2: Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le recteur de l'académie de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : <http://www.ile-de-france.gouv.fr>.

Fait à Paris, le 18 janvier 2019
pour le préfet de la région d'Île-de-France,
préfet de Paris et par délégation,
le préfet, secrétaire général

SIGNÉ

François RAVIER

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

75-2019-01-18-006

Arrêté préfectoral

Fixant la liste des conseillers du salarié habilités à venir assister,

sur sa demande, un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement

ou à la rupture conventionnelle de son contrat de travail

PRÉFET DE PARIS

Arrêté préfectoral n°

**Fixant la liste des conseillers du salarié habilités à venir assister,
sur sa demande, un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement
ou à la rupture conventionnelle de son contrat de travail**

Le préfet de la région d'Île-de-France,
préfet de Paris,
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment les articles L1232-4, L1232-7 et D1232-4 à D1232-12 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 201628-0006 du 28 janvier 2016 modifié ;

Considérant les consultations des organisations représentatives visées à l'article R.2272-1 du code du travail

Sur proposition du responsable de l'unité départementale de Paris de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi;

ARRETE

Article 1er : La liste des conseillers du salarié habilités à venir assister, sur sa demande, un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou à la rupture conventionnelle de son contrat de travail, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est fixée pour trois années et figure en annexe au présent arrêté.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 2016286006 du 28 janvier 2016 modifié est abrogé.

Article 3 : Le présent peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ou être contesté devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa parution.

Article 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, et le responsable de l'unité départementale de Paris de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de la région d'Île-de-France préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr)

Fait à Paris, le 18 janvier 2019

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, et par délégation
le préfet, secrétaire général

SIGNE

François RAVIER

Liste des personnes habilitées pour le département de Paris à assister les salariés lors de l'entretien préalable à leur licenciement ou à la rupture conventionnelle de leur contrat de travail

(Arrêté préfectoral) du 18 janvier 2019

| Nom, Prénom | syndicat | profession branche professionnelle | adresse | n° de téléphone |
|---------------------|------------|---------------------------------------|--|----------------------------------|
| AABOUDA Fatima | UNSA | Infirmière | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 07 60 61 85 31 |
| ABADLI Fayçal | CGT | Cuisinier | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| ABELLO Sandrine | Solidaires | Conseillère télécommunications | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 01 44 62 12 25 |
| ABITBOL Béatrice | | Hébergement touristique | Paris 9ème | 06 86 78 36 75 |
| ADECHINA Ramanou | CFE-CGC | Consultant d'applications | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 62 88 59 80 |
| AHMADI Homayoun | UNSA | Sécurité | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 20 39 73 65 |
| AHMADI Houman | UNSA | Sécurité | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 20 39 75 15 |
| AIT BEKKOU Farid | CGT | Animateur télécommunications | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| AKROUT GEIDEL Henda | CGT-FO | Aide-soignante | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 29 41 06 24 |

| | | | | |
|----------------------|------------|--|--|----------------------------------|
| ALADINI Fabienne | CFE-CGC | Secrétaire administrative | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 89 49 86 34 |
| ALLARD JOLY Maud | CFDT | Commerce | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 22 11 99 48 |
| ALLIOUSALAH Al-Houda | CGT | Infirmière | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| ALPHONSE Gilles | CFDT | Banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 60 20 14 71 |
| AMAR Philippe | CGT-FO | Consultant informatique | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 11 04 37 55 |
| AMARAL Teresa | CFDT | Communication | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 03 93 12 63 |
| ARAB Karim | Solidaires | Assistant administratif-Commerce | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 24 84 51 56 |
| ARABI Khaddouj | UNSA | Propreté-Hôtellerie | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 27 72 63 98 |
| ARNERIN Nathalie | CGT | Restauration ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| ASSOGBA Elisabeth | CFDT | Juriste-Banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 83 48 26 13 |
| AUDEMARD Julie | CFDT | Juriste-Assurances/Protection juridique | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 77 29 16 47 |
| AURIER Roméo | CGT | Educateur-Médico-social | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| AUVRAT Didier | USAPIE | Consultant | USAPIE 14 rue Gaston Chauvin 93600 AULNAY SOUS BOIS | 06 70 27 01 67 |
| AVRIL Nathalie | UNSA | Responsable relations sociales- Industrie | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 45 57 04 81 |
| BACHARI Abdelhafid | Solidaires | Prévention et sécurité | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 21 34 94 99 |

| | | | | |
|---------------------|------------|---------------------------------|---|----------------------------------|
| BAJIC Patrick | CFTC | Prévention et sécurité | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 70 48 12 33 |
| BAMBA Moussa | CFDT | Chef d'équipe-Sécurité incendie | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 17 13 17 00 |
| BAMHAOUD Abdelkarim | CFDT | Technico-commercial hôtellerie | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 98 82 86 05 |
| BARANGER Christophe | CFDT | Restauration | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 63 35 45 25 |
| BARROO Laurent | CGT | Steward ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BARRY Rouguiyatou | CGT | Agent de stérilisation | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BASTIEN Marion | CFDT | Culture-Spectacle vivant | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 81 83 15 12 |
| BAZALGETTE Alain | CFDT | Assurances | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 27 21 10 43 |
| BAZIN Philippe | CGT-FO | Responsable points de vente-HCR | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 23 77 59 88 |
| BEDAY Lotfi | CGT-FO | Hôtellerie | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 17 58 09 53 |
| BELABBAS Anissa | CFTC | Transport aérien | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| BELHADJ Mokhtaria | UNSA | Santé | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 60 78 14 13 |
| BELLILI Zehia | CGT-FO | Technicienne allocataires | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 51 02 50 24 |
| BELLOISEAUX Vincent | Solidaires | Postier | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 64 28 88 77 |
| BEN AMMAR Nabil | CGT-FO | Chef des ventes | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 07 69 39 30 73 |

| | | | | |
|---------------------------|--------|--|--|----------------------------------|
| BEN HASSINE Safa | UNSA | Chef de projet finance | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 05 88 98 15 |
| BENAOMAR Naïma | CFDT | Services à la personne | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 99 48 83 86 |
| BENAOUDIA BELKADI Isma | CGT | Hôtesse d'accueil et de caisse | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BENGUIGUI Pascale | CFDT | Gérante de portefeuilles-Banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 85 76 77 22 |
| BENOTMANE Djamel | CGT | Agent de sécurité | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BERAUD Olivier | CGT | Vendeur-Journaux papeterie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BERBER Tarek | CFDT | Réceptionniste hôtellerie | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 62 04 72 34 |
| BERRUE-EL HADJAM Najla | CFTC | Insertion par l'activité économique | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| BERSON Véronique | UNSA | Cheffe de projet-Conseils | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 14 81 42 07 |
| BERSOUX Marie-Hélène | CGT-FO | Conseillère beauté | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 73 95 09 29 |
| BESSON François | CFDT | Directeur-Hôtels cafés restaurants | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 68 17 76 09 |
| BEZZA Michel | CGT | Santé-Handicap | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BHAGATTE Amode | CFDT | Commercial | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 69 21 52 88 |
| BILLION Philippe | CFDT | Ingénieur | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 03 38 02 38 |
| BLANGERO Thierry | CFDT | RH-Relations sociales | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 88 18 28 28 |

| | | | | |
|-------------------------|------------|---|--|----------------------------------|
| BLOTTIERE Marc | CFDT | Transport | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 34 43 34 53 |
| BOMPART Jean-Michel | UNSA | Directeur-adjoint-Grande distribution | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 77 07 71 69 |
| BOMPART Nadège | CGT | Hôtesse d'accueil et de caisse | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BONFINI Giuseppina | CGT | Formatrice | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BONNEAU Alain | CGT-FO | Pôle Emploi | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 07 78 15 25 58 |
| BORD Véronique | CGT-FO | Mutualité | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 83 75 72 65 |
| BORDIER Charly | Solidaires | Vente de végétaux | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 01 42 55 58 22 |
| BOUHAFI Anis | CGT | Hôtellerie-Restauration | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BOUKHCHEN Soufian | Solidaires | Chef d'équipe-Sécurité incendie | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 98 51 12 29 |
| BOUNOUA Abderrahmane | UNSA | Conseil/ SSII | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 60 37 21 03 |
| BOURDY Fabien | Solidaires | Conseiller bancaire | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 01 91 41 14 |
| BOUREZAMA Karim | CGT | Chef d'équipe-Sécurité incendie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BOURSIER Christian | UNSA | Logisticien | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 45 02 51 62 |
| BOUTARD Pascal | CFE-CGC | Consultant-Directeur de projet en SSII | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 16 89 53 14 |
| BOUZID Lucile | Solidaires | Gestionnaire en assurances/Retraite et | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 07 69 20 49 72 |

| | | | | |
|--------------------|------------|-------------------------------------|--|----------------------------------|
| | | prévoyance | | |
| BRANCHU Vincent | CFE-CGC | Tourisme | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 10 18 65 92 |
| BRENGUES Mathieu | CFDT | CPE-Enseignement privé | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 71 22 61 08 |
| BRICAMBERT Malika | CFDT | Transport | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 82 04 21 17 |
| BRIE Catherine | CGT | Cadre-Transports | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BRILLON Gabriel | CGT | Sécurité sociale | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BRUCE Aurélie | CGT | Hôtesse ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| BUSCOZ Hervé | CFDT | Contrôleur de gestion-Energie | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 61 73 47 93 |
| BUTIN Patrick | Solidaires | Formateur | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 32 88 34 86 |
| CALCAVECHIA Fabien | CFTC | Journaliste-Presses professionnelle | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 14 84 22 19 |
| CALIXTE Laurent | CFE-CGC | Presse | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 43 76 17 06 |
| CALLIOT Christophe | Solidaires | Informatique-Télécommunications | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 83 53 70 61 |
| CAMARA Salou | UNSA | Chef d'équipe-Propreté | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 09 52 93 17 65 |
| CAPONE Daniela | CGT | Enseignement | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| CARBONNEL Nicole | CFDT | Conseillère emploi | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 69 90 34 86 |
| CARDOSO Didier | CGT-FO | Responsable d'exploitation- | CGT-FO 131 rue Damrémont | 06 89 81 55 37 |

| | | | | |
|---------------------|------------|--------------------------------------|---|----------------------------------|
| | | Propreté | 75018 PARIS | |
| CARLEN Céline | CGT | Commerce | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| CARLES Mélanie | CGT | Rédactrice juridique-Pressesyndicale | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| CARPENTIER Pascal | CGT | Gardien d'immeuble | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| CARY Ernesto | Solidaires | Informatique | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 33 94 69 30 |
| CATHELINÉAU Antoine | CFTC | Culture | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| CAVEN PICOT Naghmeh | UNSA | Prestataire de services tertiaire | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 62 58 61 17 |
| CHARNI Malika | CFTC | Caissière-hôtesse | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 66 01 92 30 |
| CHARRIER Florence | CFDT | Support client-Edition de logiciels | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 60 09 04 60 |
| CHAUSSIN Marc | CGT-FO | Mutualité | FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 74 41 36 13 |
| CHAUVIN Matthieu | UNSA | Directeur de clientèle | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 89 68 41 44 |
| CHEMEN Serge | Solidaires | Gouvernant hôtellerie-restauration | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 01 40 78 79 80 |
| CHERNAI Laura | CGT | Transport | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| CHERVEL Laurent | CFE-CGC | Consultant informatique SSII | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 61 75 87 81 |
| CHEVILLON Maryse | CFE-CGC | Ingénieure retraitée | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 08 73 58 95 |
| CHU Marc | CFE-CGC | Directeur de projet-Numérique | CFE-CGC 59 rue du rocher | 06 51 22 37 78 |

| | | | | |
|----------------------------------|---------|--|--|----------------------------------|
| | | | 75008 PARIS | |
| CLUZEAUD KERREVEL Rozenn | CFDT | Cadre-Telecommunications | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 11 98 36 74 |
| COAT Solenne | CFE-CGC | Assistante de direction-Activité commerciale | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 18 07 24 19 |
| COGNARD Carole | CFTC | Responsable-Stationnement | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 23 46 17 72 |
| COSSON Eric | CGT-FO | Commercial | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 64 10 67 60 |
| COUSIN Olivier | CFE-CGC | Directeur Conseil-Services | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 64 73 34 19 |
| COUTELLIER Christophe | CGT-FO | Commercial/juriste | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 14 30 43 68 |
| CRAMPET Arnaud | CFE-CGC | Architecture en infrastructure informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 86 66 65 89 |
| CROUSET Florence | CGT | Employée-Commerce | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| CUSTOS Cinthia | CFDT | Assistante-Service de santé au travail | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 76 91 38 55 |
| DABADIE Jérôme | CFE-CGC | Responsable juridique-Transport public | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 20 87 85 23 |
| DACHER Nicolas | CFE-CGC | Responsable pédagogique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 61 83 07 77 |
| D'AMPHOUX DE BELLEVAL Corinne | CFE-CGC | Consultante informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 72 73 00 45 |
| DANCKAERT Michel | CGT | Retraité PMU | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| D'ANTIN Bertrand | CFE-CGC | Conseil | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 77 77 83 16 |

| | | | | |
|-------------------------------------|------------|---|--|----------------------------------|
| DARMON Pierre | CFDT | Communication | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 20 66 10 43 |
| DAS NEVES Georges | UNSA | Vendeur-Grands magasins | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 61 81 79 50 |
| DAVID François | CFDT | Conseil et informatique | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 51 33 16 88 |
| DE BIASI Hervé | CGT | Agent commercial | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DE LAPARRE DE ST SERNIN Laurence | Solidaires | Parlement | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 70 89 09 78 |
| DE MEYER Catherine | CGT | Comptable retraitée | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DE SOUSA MESQUITA Paula | CGT | Hôtellerie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DECLAS Chantal | CFE-CGC | Clerc de notaire | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 26 76 73 80 |
| DECRONAMBOURG Katia | CFDT | Assistante | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 63 74 55 96 |
| DEGRENE Geneviève | CFDT | Responsable RH-Banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 24 08 02 72 |
| DELAPORTE Anne | CGT | Commerciale- Télécommunications | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DELAPORTE Philippe | CFE-CGC | Secteur culturel-Arts et métiers d'art | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 86 82 90 47 |
| DELARUE Hélène | CGT | Contrôleuse SNCF | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DELATTRE Hervé | CGT | VRP | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DELCENSERIE Frédéric | UNSA | Agent technique hôtellerie | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 22 59 39 64 |

| | | | | |
|-----------------------------|---------|---|---|----------------------------------|
| DELHOMMEAU Marie-Odile | CFDT | Chargée qualité-Edition de logiciels | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 01 42 03 89 92 |
| DELPY Daniel | | Cadre-Hôtellerie restauration | Paris 15ème | 06 64 61 97 69 |
| DELVAL Jocelyne | CGT | Vendeuse-caissière | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DENEANU Muriel | | Chargée de reporting | Paris 13ème | 06 81 02 56 27 |
| DERIGNY Christine | CFE-CGC | Directrice Commerce | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 48 24 63 15 |
| DESMARETZ Emilie | CFDT | Chargée de mission-Banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 07 24 08 31 |
| DESQUINS Erick | CFE-CGC | Hôtellerie-Restauration | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 65 64 66 20 |
| DEVARS Marianne | CGT-FO | Commerciale | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 14 14 62 28 |
| DIAKHATE Banda | CFTC | Chargé de conduite d'activité- Commerces et services | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 17 86 88 02 |
| DIALLO Lassana | UNSA | Agent de service | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 07 77 00 30 53 |
| DIALLO Mouhamadou | USAP | Agent de service-Propreté | Union des syndicats anti- précarité 26 rue de la Marne 78800 Houilles | 07 81 42 45 84 |
| DIANIFABA Diade | CFTC | Laveur de vitres | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| DINDOYAL Basantee | UNSA | Gouvernante hôtellerie | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 79 23 08 52 |
| DJABRI LEJEARD Angélique | CFE-CGC | Directrice adjointe-Exploitation cinématographique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 07 89 56 88 79 |
| DJELLAL Khatou | UNSA | Hôtesse d'accueil standardiste | UNSA 1/3 rue Georges Pitard | 06 73 27 75 29 |

| | | | | |
|-----------------------------|---------------------|--|--|----------------------------------|
| | | | 75015 PARIS | |
| DJIKI Dieudonné | CFE-CGC | Consultant | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 55 30 12 66 01 42 66 17 42 |
| DOS SANTOS Antonio | Solidaires | Chef de projet-Informatique | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 12 09 40 84 |
| DOYEN Marie-Odile | CGT | Femme de chambre | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| DUMARCAY Isabelle | UNSA | Directrice de projet-Informatique | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 17 87 47 73 |
| DUMAS Sylvie | Alliance sociale | Ingénieure informatique | Alliance sociale 7 rue de Castellane 75008 PARIS | 06 64 10 62 03 |
| DUMUR Alain | CGT-FO | Professeur EPS | FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 99 45 07 41 |
| DUPONT Christian | CFE-CGC | Chef de projets ingénierie | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 07 12 41 21 |
| DUVAL Virginie | Solidaires | Chargée de mission-secteur associatif | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 73 62 31 36 |
| DUVERNOIS Marie- Pascale | UNSA | Chef de projet assurances | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 71 81 33 31 |
| EL BARHDADI Sami | Solidaires | Conseiller de vente | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 66 93 26 18 |
| EL BOUZIDI Saïd | CGT | Machiniste receveur-Transport | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| ELKESLASSY Marc | CGT-FO | Consultant expert finance | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 64 94 95 01 |
| EL MAHROUSS Mohamed | Solidaires | Maitre d'hôtel | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 80 12 90 73 |
| EL MISSOUABE Mehdi | CGT-FO | Gestionnaire opérations clients | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 17 48 18 58 |
| EL OUEZRHARI Houcine | UNSA | Cadre informaticien | UNSA 1/3 rue Georges Pitard | 06 51 42 99 19 |

| | | | | |
|---------------------|------------|--|---|----------------------------------|
| | | | 75015 PARIS | |
| ELAYAT Salah | Solidaires | Hôtellerie-Restauration | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 47 49 04 28 |
| FAERBER Maryvonne | CFDT | Cadre infirmière | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 59 73 64 89 |
| FARHAT Holmi | CGT | Assistant responsable magasin | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| FAIVRE Didier | CFE-CGC | Gestionnaire service clients-Banque | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 15 32 69 91 |
| FAUQUET Michel | CGT | Retraité | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| FAUVEL Jacques | CFE-CGC | Consultant expert informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 31 84 84 05 |
| FERDJAOUI Amar | CFDT | Santé-Sociaux | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 89 80 59 68 |
| FERRAG Sadia | CGT-FO | Agent d'accueil sécurité | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 11 29 15 68 |
| FERRAM Malika | CGT | Femme de chambre | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| FERREIRA Patricia | CGT-FO | Chargée de développement des ventes | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 80 93 08 16 |
| FOA Jean-Philippe | CGT | Secteur associatif-Santé-Handicap | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| FORTIER DURAND Anna | CGT | Secteur organismes paritaires collecteurs agréés | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| FOURNIER Annick | CFDT | Assistante-Edition | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 76 69 16 39 |
| FRIOUCHEN Bouchra | UNSA | Auxiliaire petite enfance | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 58 86 81 25 |
| GALY Jean-Paul | CFE-CGC | Retraité | CFE-CGC 59 rue du rocher | 06 63 31 95 02 |

| | | | | |
|-----------------------------|---------|--|--|----------------------------------|
| | | | 75008 PARIS | |
| GAUDRY Béatrice | CFE-CGC | Animatrice réseau-transport | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 82 68 57 61 |
| GENTIER Patrick | CFE-CGC | Consultant senior en informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 69 68 20 47 |
| GEORGE Caroline | CGT | Démonstratrice commerce | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| GHAZI Abdelhafid | CGT | Agent de sécurité | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| GHIATOU Rahma | CGT-FO | Conseillère emploi | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 08 27 82 35 |
| GONCALVES Antonio | CGT | Cuisinier | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| GONCALVES Rosa | CGT-FO | Cheffe d'équipe propreté | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 19 91 79 23 |
| GRANBOULAN Tatiana | CFE-CGC | Conseil en communication | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 50 25 79 67 |
| GRANDI Dalila | CFE-CGC | Cadre-Transport aérien | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 15 19 02 41 |
| GRIARD Dominique | CFE-CGC | Banque | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 19 21 74 49 |
| GUEDIRI Evelyne | CGT | Aide-comptable | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| GUILANE Djazia | CGT-FO | Technicien qualifié-Assurance chômage | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 21 48 75 30 |
| GUILLERM BRENEOL Yolande | CFDT | Traductrice | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 64 66 25 64 |
| GUILLO Frédéric | CGT | Technicien fonction publique | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| GUISSI Sarah | CFTC | Agent d'escale commerciale | CFTC 85 rue Charlot 75003 | 01 83 94 67 72 |

| | | | | |
|---------------------|------------|---|---|----------------------------------|
| | | | PARIS | |
| HACHEMANE Lamia | Solidaires | Vendeuse-Restaurantion | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 95 06 72 68 |
| HACHMI Lemnouar | UNSA | Agent de maitrise-Propreté | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 74 65 28 41 |
| H Aidar AHMAD Jamil | CGT-FO | Demandeur d'emploi-Aide à domicile | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 15 43 70 34 |
| HAMMANE Mohammed | CGT-FO | Services | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 21 20 04 80 |
| HASSOUN Martine | CGT | Journaliste | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| HAUBERT Stéphane | CGT | Chef de cabine-restauration ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| HAYAT Bernard | CFTC | Cadre-Automobile | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| HAZGUI Mongi | CFE-CGC | Consultant expert médiateur | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 24 19 24 73 |
| HENNI Mohamed | CGT | Sécurité incendie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| HERKATE Mohamed | CGT-FO | Commercial-Télévente | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 59 90 41 14 |
| HOULMANN Catherine | CFE-CGC | Consultante | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 63 78 86 67 |
| HOUPHOUET Kouamé | Solidaires | Sécurité | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 16 70 96 86 |
| HUSSEINI François | CFTC | Directeur de projet-Informatique | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 22 25 26 75 |
| IBRAHIM Amal | CGT-FO | Ingénieure informatique | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 61 20 81 27 |
| INGLESE Soraya | UNSA | Infirmière | UNSA 1/3 rue Georges Pitard | 06 31 40 12 66 |

| | | | | |
|------------------------|------------|---|--|----------------------------------|
| | | | 75015 PARIS | |
| ISSAD Nadia | CFE-CGC | Assurances | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 69 66 01 48 |
| IOZZIA Damien | CGT | Transport | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| JEANNETTE Elisa | CGT | Assistante de direction- Complémentaire santé | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| JEANNOT Gérard | UNSA | Electricien-Travail temporaire | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 07 64 57 61 06 |
| JOLY Nathalie | CFDT | Formation | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 33 70 85 92 |
| JORNET Francisco | CFE-CGC | Juriste-Santé | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 53 89 33 32 |
| JOSSO Hervé | CFDT | Médias | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 95 84 42 42 |
| KACI OULHADJ Ferroudja | CGT | Grande distribution | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| KEZZOULI Moussa | CFDT | Travailleur social | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 95 16 26 09 |
| KHALIL Nora | CGT | Gouvernante hôtellerie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| KHAMASSI Samia | CGT-FO | Assistante en gestion administrative et du personnel | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 17 83 48 76 |
| KHANCHOUCHE Mounir | CGT-FO | Responsable de secteur-Propreté | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 07 85 54 49 35 |
| KHOUKHI Ali | Solidaires | Restauration | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 60 48 29 54 |
| KOKOLO André | CGT | Educateur spécialisé | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| KONATE Samba-Lamine | Solidaires | Chef d'équipe | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange | 06 16 43 69 72 |

| | | | | |
|----------------------|------------|--|---|----------------------------------|
| | | | aux belles 75010 PARIS | |
| KONE Salif | CFDT | Agent de sûreté-RATP | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 27 71 05 57 |
| KOUNGA Anne-Marie | CGT | Facilities coordinator-Cabinets d'avocats | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LABANI Pierre-David | CFDT | Consultant-Media | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 09 06 03 89 |
| LABAT Jessye | USAP | Chargée ressources humaines | Union des syndicats anti- précarité 26 rue de la Marne 78800 Houilles | 06 10 45 09 94 |
| LABROY Sophie | Solidaires | Restauration ferroviaire | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 58 14 61 93 |
| LABRY FINEL Nathalie | CFDT | Professeure de chant | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 75 52 64 08 |
| LACERNA Anne | CGT | Auditrice-Energie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LAKEHAL Lahouari | CGT | Consultant informatique | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LAMOUREUX Catherine | CFDT | Médico-social | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 80 67 37 10 |
| LAMY Benoit | CFTC | Assurances | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| LANGANAY Arnaud | CGT | Consultant | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LATOUR Jean-Jacques | CGT | Journaliste | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LATTAB Kévin | Solidaires | Employé-Vente de végétaux | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 01 40 55 58 22 |
| LAUDET Jean-Michel | CFTC | Cadre secteur automobile retraité | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |

| | | | | |
|-----------------------|------------|--|--|----------------------------------|
| LAVALARD Thierry | CGT-FO | Responsable restauration | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 60 08 42 90 |
| LAYANI Géraldine | CFDT | Cadre-Banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 45 82 57 83 |
| LE BELLER Yann | UNSA | Souscripteur-Assurances | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 72 47 06 38 |
| LE HENAFF Pascal | CGT | Agent RATP | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LE Huu Nghia | CFE-CGC | Consultant en informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 12 53 10 52 |
| LEBRUN Hervé | CGT-FO | Responsable d'activité-Assurances | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 74 62 07 82 |
| LELOUP Gilles | CFE-CGC | Ingénieur-Société de services | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 63 91 23 36 |
| LEMIRE Murielle | CFTC | Contrôleure de gestion-Travail temporaire | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 45 12 17 29 |
| LEPERE Thomas | CGT | Machiniste receveur-Transport | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LEVERT Grégory | CGT | Consultant | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| LIWSZYC Jorge | CFE-CGC | Consultant-Bureau d'études | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 78 56 43 77 |
| LONGUEPEE Florent | CFE-CGC | Directeur de la communication | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 65 53 44 28 |
| LUCAS Agnès Stéphanie | CFDT | Gestion des risques | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 48 88 21 43 |
| MADEGARD Marc | CFE-CGC | Directeur de projet-Informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 11 77 99 37 |
| MAHE Patrick | Solidaires | Commercial-Télécommunications | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 81 48 09 60 |

| | | | | |
|-----------------------|---------|---------------------------------|---|----------------------------------|
| MAICHE Stéphanie | CFTC | Chargée de clientèle-Automobile | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 22 74 92 16 |
| MAKSENE Fadila | CFE-CGC | Adjointe de direction-Animation | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 43 37 40 92 |
| MANCINI Linda | UNSA | Cheffe hôtesse | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 46 39 49 67 |
| MANSOUR Nidal | UNSA | Grande distribution | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 95 05 97 44 |
| MARCELLINI Renaldo | CFDT | Maitre d'hôtel | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 98 03 51 11 |
| MATANOVIC Jean-Pierre | CGT | Consultant SSII | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| MBOULE Jacques | CFDT | Comptable-Publicité | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 13 85 29 03 |
| MEGHERBI Soraya | CFE-CGC | Industrie pharmaceutique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 23 84 23 37 |
| MEKKI Hélène | CGT | Aide-soignante | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| MENAD Malika | CGT | Aide-soignante | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| MENARD Jean-Michel | UNSA | Conducteur de bus | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 60 71 84 53 |
| MENARD Sophie | USAPIE | Mode-Luxe | USAPIE 14 rue Gaston Chauvin 93600 AULNAY SOUS BOIS | 06 42 17 75 60 |
| MERZAK Lotfi | CGT-FO | Chef d'équipe sécurité | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 16 82 04 12 |
| MESSAK Christian | | Responsable de bar | Paris 17ème | 06 03 04 93 37 |
| MEZIERE Natacha | CGT | Comptable | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |

| | | | | |
|------------------------------|------------|---|--|----------------------------------|
| MICHELETTI Régis | CFDT | Presse | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 08 98 77 78 |
| MOHAND Karima | CFDT | Conseillère emploi | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 98 90 09 91 |
| MONTCHAMP Christelle | CGT | Assistante de direction | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| MOREIRA Yves | CFE-CGC | Responsable d'exploitation cinématographique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 43 12 91 40 |
| MOREL Corinne | CGT-FO | Informatique de gestion | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 73 22 71 93 |
| MORICE Armand | CGT | Consultant en finance- Informatique | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| MOURSI Laurène | Solidaires | Ouvrière d'atelier | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 89 61 26 88 |
| MOYA Marie-Claude | CGT-FO | Hôtellerie | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 32 82 00 97 |
| MPACKO Richard | CGT | Hôtellerie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| MUGIERMAN Wladimir | UNSA | Responsable communication | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 79 38 74 69 |
| MZE Hadji | CGT | Hôtellerie-Restaurant | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| NADAL Nicolas | CFDT | Consultant informatique | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 82 64 41 12 |
| NDJANTOU MBAYIN Christian | Solidaires | Chef d'équipe sécurité-incendie | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 07 53 20 44 |
| NGONGANG Ludovic | CFTC | Prévention et sécurité | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 53 11 09 19 |
| NGUYEN THANH Clémentine | CFDT | Conseil en management | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 82 44 18 61 |

| | | | | |
|-----------------------------|------------|---|--|----------------------------------|
| NHACO Lamine | CGT | Employé commercial | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| NKANZA Sylvain | CFE-CGC | Ingénieur sénior | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 26 75 26 09 |
| NOIZET François | CFDT | Consultant SSII | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 86 55 49 05 |
| NUNEZ Anna | CGT | Hôtesse ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| OMOGUN Etinosa Godwin | CFDT | Hôtellerie-Restauration | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 27 82 28 63 |
| ONANA NDZIE Charlemagne | CFE-CGC | Chef d'équipe-Sécurité | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 11 62 20 09 |
| OUASTI Amel | CGT-FO | Commerce | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 03 10 33 62 |
| OURLISSENE Ouali | CFDT | Santé | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 86 03 91 78 |
| PADYCH Claire | SNJ | Journaliste | SNJ 33 rue du Louvre 75002 PARIS | 01 42 36 84 23 |
| PANSU Gilles | CFDT | Consultant | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 25 51 65 68 |
| PANNARD Marie- Christine | UNSA | Responsable relations clients- Couture | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 33 20 35 13 |
| PASCUAL Ying | Solidaires | Ouvrière d'atelier | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 01 40 55 58 22 |
| PERRETTA Joseph | CGT | Commerce | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| PERRIER Christine | CFDT | Assistante-Transport | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 01 58 78 28 94 |
| PETRIARTE Patrice | Solidaires | Parlement | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange | 06 44 97 13 65 |

| | | | | |
|---------------------------|----------------------|--|--|----------------------------------|
| | | | aux belles 75010 PARIS | |
| PHIV Anaïs | CFE-CGC | Santé | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 40 46 13 63 |
| PIERRE Claude | CFE-CGC | Consultant juridique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 75 86 21 81 |
| PIERREVIL Chantal | CFDT | Ingénieure informatique | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 10 44 25 49 |
| PIGEON Yannik | UNSA | Cadre administratif-Grands magasins | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 79 71 14 52 |
| PORTE Gérard | CGT | Spectacle | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| POTARD Jacques | UNSA | Banque | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 47 74 08 06 |
| POUJOL Jean-Marc | CFDT | Responsable formation | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 85 93 75 28 |
| POYRAZ Alparslan | CGT | Télécommunications | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| PRADOT Pascal | CFDT | Informaticien | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 81 73 19 51 |
| PROUVIER Michel | CFDT | Retraité | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 15 44 05 04 |
| PRUSAK Artur | Alliance ouvrière | Informaticien | Alliance ouvrière BP 21 92133 ISSY LES MOULINEAUX | 06 19 82 74 74 |
| PUISSET Laurence | CGT | Assistante administrative | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| QUELEN-YAMAGUCHI Hervé | Solidaires | Guichetier-Poste | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 44 73 42 96 |
| QUINTREAU Laurent | CFDT | Concepteur-rédacteur Publicité | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 01 47 03 88 75 |
| RABIA Damien | CGT | Steward ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 |

| | | | | |
|-------------------------------------|------------|---|--|----------------------------------|
| | | | | 06 71 33 21 01 |
| RAYMOND Melody | CFDT | Cheffe de partie | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 69 37 30 41 |
| RAYNAUD Alexandra | | Chargée de mission-Retraite prévoyance santé | Paris 17ème | 06 48 91 79 33 |
| REGENT Stéphane | CGT-FO | Educateur-Médico-social | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 69 58 91 03 |
| REKIK Lahouari | Solidaires | Agent d'exploitation | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 31 27 84 15 |
| RENE Marie-Laure | CFDT | Employé de banque | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 98 80 61 99 |
| REY Daniel | CFDT | Assurances-Retraite | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 68 57 32 92 |
| RICHARD Eliane | CGT | Banque | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| RICHARD Emmanuel | CFE-CGC | Informatique | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 83 90 23 38 |
| RIKAM Ziem Dieudonné | CFDT | Hôtellerie | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 81 25 01 97 |
| RIO Jean-François | Solidaires | Journaliste-Presses | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 84 19 20 12 |
| RISSO Jean | CGT | Employé commerce | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| RODRIGUES LOPES Nathalie | CFDT | Gardiennne d'immeuble | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 83 75 36 33 |
| RODRIGUES MONTEIRO Amadeu Carlos | CNT | Sécurité | CNT 33 rue des Vignoles 75020 Paris | 06 50 96 72 87 |
| ROUBIER Thierry | CGT | Office public HLM | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |

| | | | | |
|---------------------|----------------------|--------------------------------------|--|----------------------------------|
| ROUSSEAU Didier | UNSA | Analyste SSII/ESN | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 14 62 08 26 |
| ROUSTIDE Francis | CFE-CGC | Ingénieur-consultant | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 03 15 22 73 |
| RUIZ Marie-José | UNSA | Secrétaire médicale | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 01 46 25 20 00 |
| SAADI Ali | Solidaires | Agent d'exploitation | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 48 40 87 42 |
| SAHRAOUI Faïza | CGT | Hôtesse ferroviaire | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| SALLES Catherine | Alliance ouvrière | Consultante informatique | Alliance ouvrière BP 21 92133 ISSY LES MOULINEAUX | 06 44 75 08 21 |
| SAMARASINGHE Khanti | UNSA | Propreté et services | UNSA 1/3 rue Georges Pitard 75015 PARIS | 06 98 96 96 39 |
| SANOGO Sidy | CGT-FO | Manager-Restoration rapide | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 95 05 65 06 |
| SANTURETTE Léo | Solidaires | Responsable de production | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 06 95 05 57 38 |
| SARR Mame Fama | CGT | Hôtellerie-Restoration | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| SAUSSAY Olive | CFDT | Responsable qualité-Santé humaine | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 11 23 15 85 |
| SAWANE Bakary | CFTC | Cuisinier restauration collective | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 61 54 37 98 |
| SCHALLIER Anne | CFE-CGC | Responsable achats indirects | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 45 42 68 65 |
| SEGUILLON Gaëtan | CGT-FO | Consultant sénior | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 03 81 53 13 |
| SIDHOUM Dalila | CGT-FO | Responsable achats-Formation | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 07 81 95 01 82 |

| | | | | |
|---------------------|------------|--|--|----------------------------------|
| SIEWE NJINE Flore | CGT | Transport | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| SIMON Jean-François | CGT-FO | Juriste-Officier ministériel | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 82 70 18 62 |
| SINIBALDI Sophie | CFE-CGC | Sanitaire et social | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 87 72 29 57 |
| SLIMANI Fauad | CGT | Hôtellerie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| SMAILI Rose-Marie | CGT-FO | Retraitée | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 69 20 34 69 |
| SORNIQUE Lionel | CFDT | Ingénieur qualité informatique | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 63 44 43 21 |
| SOUDET Berthe | CFDT | Commerce | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 82 72 88 49 |
| SQUID Elfadel | CGT-FO | Responsable petit déjeuner | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 19 67 67 35 |
| SOW Souleymane | CGT | Second de cuisine | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| STANEV Stantcho | CFE-CGC | Responsable sécurité-Spectacle | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 62 17 43 07 |
| SUIRE Estelle | CGT | Journaliste-Presse juridique et syndicale | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| SURROOP Bibi Farida | CGT | Caissière | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| SYLLA Bassirou | Solidaires | Cuisinier | SOLIDAIRES 31 rue de la Grange aux belles 75010 PARIS | 01 40 78 79 80 |
| TASTE Catherine | CFE-CGC | Communication-Audiovisuel | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 01 56 40 16 28 |
| TAYEBI Yassin | CFTC | Agent d'escale | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 07 67 97 85 67 |

| | | | | |
|-----------------------------|--------|---|--|----------------------------------|
| TCHIAPPI Frédéric | CFDT | Retraité | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 50 05 52 94 |
| TEKO Folly | CGT-FO | Chef d'équipe stewarding | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 13 17 99 81 |
| TEYSSOU Denis | SNJ | Journaliste | SNJ 33 rue du Louvre 75002 PARIS | 01 42 36 84 23 |
| THEO Olivier | CFTC | Directeur de projet-Banque Assurance | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 34 37 86 06 |
| THEOTEC Yves | CGT | Retraité | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| THIERY Valérie | CGT | Secrétaire comptable | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| TOCAK Aylin | CGT | Réceptionniste hôtellerie | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| TOSSA Ronel | CFDT | Comptable | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 63 73 33 84 |
| TOUPART Marie-Paule | CFDT | Mouvements et associations | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 73 69 86 61 |
| TOURNIER Alain | CGT | Agent RATP | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| TOURNIER Catherine | CFDT | Consultante coach formatrice | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 69 59 36 36 |
| TOYU DJUKWA NONO Sidoine | CFTC | Contrôleur-Poste | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| TRAORE Hawa | CFTC | Commerce | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 83 94 67 72 |
| TRONEL François Régis | CFDT | Concierge d'hôtel | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 17 48 00 33 |
| TSOCANAKIS Christian | CGT | Conseil financier | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |

| | | | | |
|-----------------------------|---------|--|--|----------------------------------|
| TURBAN Sophie | CGT | Transport | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| URBAIN Xavier | CGT-FO | Manager-Administration | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 60 73 58 39 |
| USE Isabelle | CFDT | Consultante formatrice | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 88 18 31 45 |
| VALLEE-KALLEZIS Frédéric | CFTC | Agent d'escale | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 03 62 63 50 |
| VAN DEN BERG Marijke | CFDT | Chargée suivi clientèle | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 81 36 44 31 |
| VAN HOECKE Marie- Pierre | CFDT | Fonctionnaire-Recherche | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 95 16 55 93 |
| VEIGNIER Eric | CFDT | Chauffeur | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 01 42 03 88 25 |
| VERGEROLLE Marguerite | CFTC | Cuisinière-Restaurations collective | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 03 96 87 86 |
| VERGNE Christiane | CGT-FO | Assistante technique-Assurances | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 03 90 03 05 |
| VERQUIERE Véronique | CGT-FO | Comptable-Commerce | CGT-FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 61 11 75 82 |
| VERSTEEGH Thierry | CFDT | Presse | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 86 73 17 40 |
| VIEIRA Ana Maria | CFDT | Responsable paie-Commerce | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 07 67 06 65 29 |
| VILLA PERRIO Alexis | CGT-FO | Administrateur réseau et télécommunications | FO 131 rue Damrémont 75018 PARIS | 06 59 94 56 78 |
| VIRY-ALLEMOZ William | CFE-CGC | Cadre RH-Energie et services | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 72 27 42 20 |
| WICKART Isabelle | CFDT | Responsable administrative | CFDT 7/9 rue Euryale Dehaynin 75019 PARIS | 06 46 72 55 94 |

| | | | | |
|----------------------|---------|----------------------------------|---|----------------------------------|
| WILLEMS Emilie | CFE-CGC | Informatique-Fiscalité | CFE-CGC 59 rue du rocher 75008 PARIS | 06 83 81 94 27 |
| WONG PAK TO Nathalie | CGT | Hôtesse d'accueil | CGT 85 rue Charlot 75003 PARIS | 01 44 78 53 31 06 71 33 21 01 |
| YABADA Bertin Claude | CFTC | Agent services sécurité incendie | CFTC 85 rue Charlot 75003 PARIS | 06 52 44 62 28 |

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

75-2019-01-18-001

Arrêté préfectoral accordant à la SAS LUDENDO
COMMERCE FRANCE une autorisation pour déroger à la
règle du repos dominical



PRÉFET DE PARIS

Arrêté préfectoral n°
accordant à la SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE
une autorisation pour déroger à la règle du repos dominical

Le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code du travail, et notamment la troisième partie, livre 1er, articles L3132-3, L3132-20, L3132-21, L3132-25-3 et L3132-25-4 ;

Vu l'instruction du ministère du travail n°DGT/RT3/2018/262 du 29 novembre 2018 relative à la dérogation à la règle du repos dominical pour les salariés des établissements ayant subi des pertes suite aux manifestations du mois de novembre et début décembre 2018 ;

Vu la demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE sise 126 rue la Boétie à Paris 8ème, le 15 janvier 2019, pour ses établissements à l enseigne « LA GRANDE RECRE », cités dans la présente annexe, pour les dimanches 20 et 27 janvier 2019 ;

Considérant qu'en application de l'article L3132-21 du code du travail, les avis du conseil municipal, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, de la chambre de commerce et d'industrie, ainsi que des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés intéressées ne sont pas requis ;

Considérant que les manifestations des samedis 17 et 24 novembre, 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 décembre 2018 ainsi que des 5 et 12 janvier 2019 à Paris, justifient le caractère d'urgence de la demande au sens de l'alinéa 2 de l'article L3132-21 du code du travail ;

Considérant que les clients potentiels n'ont pu réaliser leurs achats en raison de la gêne occasionnée par les incidents liés aux manifestations sus-mentionnées ayant entraîné une perte de chiffre d'affaires pour les établissements appartenant à la SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE ;

Considérant qu'il convient de permettre aux établissements à l enseigne « LA GRANDE RECRE » cités dans la présente annexe de pouvoir compenser la perte de leur chiffre d'affaires due aux événements survenus les samedis 17, 24 novembre, 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 décembre 2018 ainsi que les 5 et 12 janvier 2019 à Paris ;

Considérant qu'en ces conditions et en application des dispositions de l'article L3132-20 du code du travail, le repos simultané des salariés les dimanches 20 et 27 janvier 2019 serait de nature à porter préjudice au public et pourrait compromettre le bon fonctionnement de la SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE;

Considérant qu'en application des articles L3132-25-3 et L3132-25-4 du code du travail, le choix des salariés appelés à travailler le dimanche susvisé sera fait sur la base du volontariat et que les heures effectuées donneront droit à un repos compensateur équivalent et à une majoration de la rémunération soit prévue par accord collectif, soit au moins égale au double de la rémunération normalement due ;

.../...

site internet : www.ile-de-france.gouv.fr
5 rue Leblanc 75911 PARIS cedex 15 Tél. : 01.82.52.40.00

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE:

ARTICLE 1er : La SAS LUDENDO COMMERCE FRANCE est autorisée à accorder le repos hebdomadaire par roulement à tout ou partie de leur personnel salarié des établissements à l'enseigne « LA GRANDE RECRE » cités dans la présente annexe les dimanches 20 et 27 janvier 2019 ;

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée pour les **dimanches 20 et 27 janvier 2019 uniquement**.

ARTICLE 3 : Les salariés volontaires qui travailleront le dimanche devront bénéficier au minimum d'un repos compensateur équivalent et d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, sauf dispositions conventionnelles plus favorables relatives aux contreparties au travail dominical.

ARTICLE 4 : Cette autorisation ne permet pas de déroger à l'article L3132-1 du code du travail qui dispose qu' « il est interdit de faire travailler un même salarié plus de six jours par semaine ».

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Paris, dans le délai de deux mois, à compter de sa notification. Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris et/ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre du travail. Le recours gracieux et/ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

ARTICLE 6 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, le directeur de la modernisation et de l'administration et le directeur de l'unité territoriale de Paris de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux gérants des commerces figurant dans l'annexe au présent arrêté.

FAIT A PARIS, le 18 janvier 2019

Pour le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris et par délégation,
le directeur de la modernisation et de l'administration

SIGNE

Olivier ANDRÉ

Etablissements « LA GRANDE RECRE » autorisés à déroger au repos dominical pour les dimanches 20 et 27 janvier 2019

| Etablissements | Adresses |
|-----------------|---|
| LA GRANDE RECRE | 7-11 boulevard Barbès à Paris 18 ^{ème} |
| LA GRANDE RECRE | 12 avenue de la Porte des Lilas à Paris 20 ^{ème} |
| LA GRANDE RECRE | 8-15 rue d'Amsterdam à Paris 9 ^{ème} |
| LA GRANDE RECRE | 27 boulevard Poissonnière à Paris 2 ^{ème} |
| LA GRANDE RECRE | 143 avenue Daumesnil à Paris 12 ^{ème} |
| LA GRANDE RECRE | 120 rue d'Alésia à Paris 14 ^{ème} |

Vu pour être annexé le 18 janvier 2019

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et par délégation,

le directeur de la modernisation et de l'administration

SIGNE

Olivier ANDRÉ

Préfecture de Paris et d'Ile-de-France

75-2019-01-18-004

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la
générosité publique du fonds de dotation dénommé
"SIGFOX FOR ACTION"



PREFET DE PARIS
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique

Arrêté préfectoral portant autorisation
d'appel à la générosité publique du fonds de dotation dénommé
«SIGFOX FOR ACTION»

Le préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Considérant la demande de Madame Marion MOREAU, Directrice du Fonds de dotation «SIGFOX FOR ACTION», reçue le 4 avril 2018 et complétée le 15 janvier 2019

Considérant que la demande présentée par le fonds de dotation «SIGFOX FOR ACTION», est conforme aux textes en vigueur ;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le fonds de dotation «SIGFOX FOR ACTION» est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 15 janvier 2019 jusqu'au 15 janvier 2020.

.../...

DMA/CJ/FD724

5 rue Leblanc – 75911 PARIS CEDEX 15 – Tél. : 01 82 52 40 00
courriel : pref.associations@paris.gouv.fr – site internet : www.ile-de-france.gouv.fr

L'objectif du présent appel à la générosité publique est de collecter des fonds dans le cadre de deux campagnes majeures suivantes relatives à :

- la protection et la conservation des rhinocéros ;
- la détection précoce des séismes ;
- la création de solutions d'objets connectés.

ARTICLE 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivant les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993.

ARTICLE 3 : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité publique.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le directeur de la modernisation et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr), et notifié aux personnes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 janvier 2019

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation,
L'adjoint au chef de bureau des élections, du mécénat
et de la réglementation économique

SIGNÉ

Benoît CHAPUIS

Préfecture de Police

75-2019-01-18-010

Arrêté n°19-004 relatif à la composition du comité
d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
interdépartemental des services de police de la préfecture
de police.



PREFECTURE DE POLICE

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité de Paris
Direction des ressources humaines
Sous-direction des personnels
Service de gestion des personnels de la police nationale
Bureau du dialogue social, des affaires disciplinaires et médicales

A r r ê t é

relatif à la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police

N° 19-004

Le Préfet de police,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 modifié portant création des comités techniques des services déconcentrés de la police nationale

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau, de service central de réseau, des services déconcentrés, et spécial de la police nationale ;

Vu les résultats des élections professionnelles organisées entre le 30 novembre et le 6 décembre 2018 pour la désignation des représentants du personnel au comité technique interdépartemental des services de police de la préfecture de police ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2018 portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont nommés en qualité de représentants de l'administration au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police :

M. Michel DELPUECH, préfet de police :

M. Thibaut SARTRE, préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police.

Article 2

Sont désignés en qualité de représentants du personnel titulaires et suppléants au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police :

1°) au titre des organisations syndicales Alliance Police Nationale – Synergie Officiers – Syndicat Indépendant des Commissaires de Police (SICP) - Syndicat National Alliance des Personnels Administratifs, Techniques, Scientifiques et Infirmiers de la police nationale (SNAPATSI) :

| <u>Membres titulaires</u> | <u>Membres suppléants</u> |
|---------------------------------------|--|
| M. Emmanuel CRAVELLO | M. Loïc TRAVERS |
| M^{me} Stéphanie BOYER | M^{me} Yasmina GUERNIER |
| M. Grégory GOUPIL | M. Eddy DEBOSTE |
| M. Fabrice SCHWEITZER | M. Edouard COUSYN |
| M. Benjamin ISELI | M^{me} Audrey COLIN |

2°) au titre de la fédération de syndicats du ministère de l'intérieur – Force ouvrière (FSMI-FO) :

| <u>Membres titulaires</u> | <u>Membres suppléants</u> |
|---------------------------|-----------------------------------|
| M. Josias CLAUDE | M. Alain BAROUQUERRE-THEIL |
| M. Eddy SID | M^{me} Mila NAPAL |
| M. Ludovic BONNET | M. Fabrice GODQUIN |

3°) au titre des organisations syndicales Union nationale des syndicats autonomes – Fédération autonome de syndicats du ministère de l'intérieur (UNSA-FASMI) et Syndicat National Indépendant des Personnels Administratifs, Techniques et Scientifiques de la police nationale (SNIPAT) :

| <u>Membres titulaire</u> | <u>Membres suppléant</u> |
|---------------------------|---------------------------------|
| M. Stéphane IMMERY | M. Jean-Philippe BOZZOLA |

Article 3

Sont désignées en qualité de médecins de prévention au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police :

Mme le Docteur Françoise ARRIVET, médecin coordonnateur régional, médecin de prévention pour le département de Paris ;

Mme le Docteur Sandrine VERGELY-TESNIERE, médecin coordonnateur régional, médecin de prévention pour les départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne.

Article 4

Est désigné en qualité d'inspecteur santé et sécurité au travail au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police :

M. Eric TRYSTRAM, inspecteur santé et sécurité au travail.

Article 5

Assistent également au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail interdépartemental des services de police de la préfecture de police les agents désignés en qualité d'assistants et/ou de conseillers de prévention au sein des directions actives de police de la préfecture de police.

Article 6

Le Préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ile-de-France*.

Fait le 18 janvier 2019

Pour le Préfet de police et par délégation :
Le Préfet,
Secrétaire général pour l'administration
de la préfecture de police

Signé

Thibaut SARTRE

Préfecture de Police

75-2019-01-18-007

Arrêté n°2019-00058 portant mesures de police applicables
à Paris à l'occasion d'appels à manifester dans la capitale le
samedi 19 janvier 2019.

Arrêté n° 2019-00058
portant mesures de police applicables à Paris l'occasion d'appels à manifester
dans la capitale le samedi 19 janvier 2019

Le préfet de police,

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V ;

Vu code général des collectivités territoriales ;

Vu le code pénal, notamment son article 431-9 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 411-2 et L. 325-1 à L. 325-3 ;

Vu code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

Vu l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

Vu le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu les réquisitions écrites du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris prises en application de l'article 78-2-2 du code de procédure pénale pour la journée du 19 janvier 2019 ;

Considérant que, en application des articles L. 2512-13 du code général des collectivités territoriales et 72 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de police a la charge, à Paris, de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ; que, en application de l'article L. 2512-14 du même code, il y régleme de manière les conditions de circulation ou de stationnement ou en réserve l'accès à certaines catégories d'usagers ou de véhicules pour des motifs liés à la sécurité des personnes et des biens, notamment en cas de manifestation de voie publique à caractère revendicatif ;

Considérant que, en application des réquisitions écrites du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris susvisées, les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire, sont autorisés à procéder à des contrôles d'identité, ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique et à l'inspection visuelle des bagages, ainsi qu'à leur fouille, conformément à l'article 78-2-2 du code de procédure pénale ;

Considérant les appels lancés dans le contexte du mouvement dit des « gilets jaunes », et largement relayés sur les réseaux sociaux, à de nouvelles manifestations à Paris le samedi 19 janvier prochain pour un *Acte X* de la mobilisation ;

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Considérant que, à l'instar des samedis précédents, il y a tout lieu de penser que des individus déterminés, violents et très mobiles devraient venir se greffer à ces rassemblements afin d'en découdre avec les forces de l'ordre, de commettre des dégradations du mobilier urbain, de véhicules et des commerces et avec pour objectif principal de s'attaquer aux institutions et principalement la présidence de la République ;

Considérant, en outre, que la place de la Concorde, qui constitue un axe majeur d'échange au cœur de la capitale, est située à proximité de la présidence de la République et du ministère de l'intérieur, mais également des ambassades des Etats-Unis et du Royaume Uni ; qu'elle se trouve ainsi dans un périmètre dans lequel des mesures particulières et renforcées de sécurité sont assurées en permanence, notamment dans le contexte actuel de menace terroriste qui demeure toujours à un niveau élevé ; que cette place et les voies adjacentes situées dans le secteur de ces institutions ne constituent pas dès lors des lieux appropriés pour accueillir des manifestations revendicatives, en raison des fortes contraintes de sécurité qui pèsent sur ces sites ;

Considérant, en outre, que le samedi 19 janvier prochain de nombreux autres rassemblements et événements se tiendront dans la capitale et en province, qui mobiliseront les services de police et de gendarmerie, en particulier les unités de la réserve nationale, pour en assurer la sécurité et le bon déroulement, dans un contexte de menace terroriste qui, avec l'attentat meurtrier commis aux abords du marché de Noël de Strasbourg le mardi 11 décembre 2018, sollicite à un niveau élevé les forces de sécurité intérieure pour garantir la protection des personnes et des biens contre les risques d'attentat, dans le cadre du plan VIGIPIRATE renforcé ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police compétente de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que, dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures de nature à prévenir, outre les infractions à la loi pénale, les troubles à l'ordre public, à partir de l'appréciation qu'elle fait du risque qu'ils surviennent ;

Considérant, dès lors, que répondent à ces objectifs, des mesures qui, sans interdire de manière générale les manifestations du mouvement dit des « gilets jaunes » annoncées pour le samedi 19 janvier 2019, définissent un périmètre dans lequel des restrictions sont mises en œuvre, notamment à l'égard de rassemblements non déclarés, ne bénéficiant d'aucune organisation susceptible de les encadrer et présentant des risques de troubles graves à l'ordre public, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens et celle des sites et institutions sensibles que sont notamment la présidence de la République et le ministère de l'intérieur ;

Arrête :

TITRE PREMIER

MESURE INTERDISANT TOUT RASSEMBLEMENT LIE AU MOUVEMENT DIT DES « GILETS JAUNES » DANS UN PERIMETRE COMPRENANT LE PALAIS DE L'ÉLYSEE

Art. 1^{er} - Les cortèges, défilés et rassemblements liés au mouvement dit des « gilets jaunes » sont interdits à Paris le samedi 19 janvier 2019 dans le périmètre comprenant l'avenue de Marigny, la place Beauvau et la rue du Faubourg Saint-Honoré et délimité par les voies suivantes, qui y sont incluses :

- Avenue Matignon ;
- Rue de Penthièvre, dans sa partie comprise entre l'avenue Matignon et la rue Roquépine ;

.../...

- Rue Roquépine ;
- Rue d'Anjou, à partir du boulevard Malesherbes, en direction de la rue du Faubourg Saint-Honoré ;
- Rue de la Ville l'Evêque, à partir du boulevard Malesherbes, en direction de la rue d'Anjou ;
- Rue Boissy d'Anglas ;
- Rue Royale ;
- Place de la Concorde, dans sa totalité ;
- Pont de la Concorde jusqu'au quai d'Orsay ;
- Cours la Reine, dans sa partie comprise entre la place de la Concorde et l'avenue Avenue Franklin Delano Roosevelt ;
- Avenue du Général Eisenhower ;
- Avenue Franklin Delano Roosevelt, dans sa partie comprise entre le Cours la Reine et le Rond-Point des Champs-Élysées ;
- Rond-Point des Champs-Élysées, aux accès à l'avenue Franklin Delano Roosevelt, l'avenue des Champs-Élysées et l'avenue Matignon.

TITRE II

MESURES DE POLICE APPLICABLES DANS LE MEME PERIMETRE

Art. 2 - Dans le périmètre et sur les voies mentionnés à l'article 1^{er}, sont interdits, à compter de 06h00 le samedi 19 janvier 2019 et jusqu'à la fin des cortèges, défilés et rassemblements mentionnés à l'article 1^{er} et des événements qui y sont liés :

- La circulation des véhicules à moteur ;
- Le port et le transport d'armes à feu, y compris factices, et de munitions, ainsi que de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ou pouvant servir de projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes et des biens.

Art. 3 - L'accès au périmètre et voies mentionnés à l'article 1^{er} se fait à l'angle des voies suivantes où des dispositifs de pré-filtrage et de filtrage sont mis en place, au passage desquels il sera procédé, par des officiers de police judiciaire et, sur leur ordre et sous leur responsabilité, des agents de police judiciaire, à des contrôles d'identité, ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant, à l'inspection visuelle des bagages et à leur fouille :

- Avenue Matignon et avenue Gabriel ;
- Avenue de Matignon et rue du Faubourg Saint-Honoré ;
- Rue du Cirque et avenue Gabriel ;
- Rue Boissy d'Anglas et rue du Faubourg Saint-Honoré ;
- Rue Royale et rue du Faubourg Saint-Honoré ;
- Pont de la Concorde et quai d'Orsay ;
- Cours la Reine et avenue Franklin Delano Roosevelt,
- Avenue Franklin Delano Roosevelt et rue Jean Goujon.

Art. 4 - Sur décision expresse du représentant sur place de l'autorité de police et sur justification, les véhicules des riverains, des personnes pratiquant des soins à domicile, des personnes à mobilité réduite et des professionnels devant intervenir dans les secteurs de restriction prévus par le présent titre peuvent être autorisés à circuler dans le périmètre et voies mentionnés à l'article 1^{er}, en y accédant par les points de filtrage mentionnés à l'article 3.

.../...

Art. 5 - Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux véhicules de sécurité et de secours.

Art. 6 - Les véhicules en infraction avec les dispositions du présent titre peuvent être immobilisés et mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 code de la route.

Art. 7 - Les mesures prévues par le présent titre peuvent être levées ou rétablies sur décision prise par le représentant sur place de l'autorité de police, en fonction de l'évolution de la situation.

TITRE III MESURES DE POLICE APPLICABLES A PARIS

Art. 8 - le port et le transport par des particuliers d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques ou, dans des conteneurs individuels, de produits ou liquides inflammables, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le white spirit, l'acétone, les solvants, sont interdits à Paris le samedi 19 janvier 2019.

TITRE IV DISPOSITIONS FINALES

Art. 9 - - Les représentants sur place de l'autorité de police sont autorisés à prendre des mesures complémentaires à celles fixées par le présent arrêté, en fonction de l'évolution de la situation et lorsque les circonstances l'exigent.

Art. 10 - Le préfet, directeur du cabinet, le directeur de l'ordre public et de la circulation, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, le directeur de la direction opérationnelle des services techniques et logistiques, la directrice du renseignement et le directeur de la police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police, communiqué au procureur de la République de Paris et consultable sur le site de la préfecture de police www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr.

Fait à Paris, le 18 janvier 2019

Signé

Michel DELPUECH

Préfecture de Police

75-2019-01-18-008

Arrêté n°2019-00059 autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares et stations parisiennes du réseau de la RATP le samedi 19 janvier 2019.

Arrêté n° 2019-00059

autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares et stations parisiennes du réseau de la RATP le samedi 19 janvier 2019

Le préfet de police,

Vu le code des transports, notamment son article L. 2251-9 ;

Vu code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

Vu le décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 modifié relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, notamment son chapitre II bis ;

Vu la saisine en date du 17 janvier 2019 de la direction de la sûreté de la Régie autonome des transports parisiens ;

Considérant que, en application l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents agréés du service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens ne peuvent réaliser des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transports, que dans les limites de la durée et des lieux ou catégories de lieux déterminés par l'arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure ; que cet arrêté est pris à Paris et dans le département des Hauts-de-Seine par le préfet de police ;

Considérant les appels lancés dans le contexte du mouvement dit des « gilets jaunes », et largement relayés sur les réseaux sociaux, à de nouvelles manifestations à Paris le samedi 19 janvier prochain pour un *Acte X* de la mobilisation ;

Considérant que, à l'instar des samedis précédents, il y a tout lieu de penser que des individus déterminés, violents et très mobiles devraient venir se greffer à ces rassemblements afin d'en découdre avec les forces de l'ordre, de commettre des dégradations du mobilier urbain, de véhicules et des commerces et avec pour objectif principal de s'attaquer aux institutions et principalement la présidence de la République ;

Considérant que ces risques caractérisent les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionnées à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à ce niveau élevé de la menace ;

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Considérant que les forces de sécurité intérieure, fortement mobilisées pour assurer la sécurisation générale de la région d'Ile-de-France dans un contexte de menace terroriste qui, avec l'attentat commis aux abords du marché de Noël de Strasbourg le mardi 11 décembre 2018, demeure à un niveau élevé, ne sauraient assurer seules les contrôles spécifiques nécessaires à la sécurité des usagers de la Régie autonome des transports parisiens, qui relève au premier chef de la responsabilité de l'exploitant ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens ; qu'une mesure autorisant les agents agréés du services internes de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares et stations du réseau le samedi 19 janvier 2019 répond à ces objectifs ;

Vu l'urgence,

Arrête :

Art. 1^{er} - Les agents du service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret du 7 septembre 2007 susvisé peuvent procéder, outre à l'inspection visuelle des bagages à main et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille, à des palpations de sécurité le samedi 19 janvier 2019 dans les gares et stations suivantes, de leur ouverture à leur fermeture :

- Gare Saint Lazare ;
- Gare Montparnasse ;
- Gare de l'Est ;
- Gare du Nord ;
- Gare de Lyon ;
- La Défense ;
- Châtelet-les-Halles ;
- Auber ;
- Havre Caumartin ;
- Opéra ;
- Denfert-Rochereau ;
- République ;
- Bastille ;
- Nation ;
- La Motte-Picquet Grenelle ;
- Dupleix ;
- Bir-Hakeim ;
- Passy ;
- Trocadéro ;
- Boissière ;
- Kléber ;
- Bercy ;
- Saint Philippe-du-Roule ;
- Saint Augustin ;
- Miromesnil ;
- Madeleine ;
- Tuileries ;
- Concorde ;

.../...

- Champs Elysées Clémenceau ;
- Franklin Roosevelt ;
- Georges V ;
- Charles de Gaulle Etoile ;
- Argentine ;
- Varenne ;
- Alma-Marceau ;
- Solférino ;
- Ecole Militaire ;
- Saint François Xavier ;
- Duroc ;
- Saint Placide ;
- Rennes ;
- Vaneau ;
- Sèvres-Babylone ;
- Saint-Sulpice ;
- Saint Germain-des-Prés ;
- Mabillon ;
- Odéon ;
- Saint-Michel ;
- Cluny La Sorbonne ;
- Luxembourg ;
- Port-Royal ;
- Les Gobelins ;
- Place d'Italie ;
- Tolbiac ;
- Alésia ;
- Pernety ;
- Gaité ;
- Ségur ;
- Pasteur.

Art. 2 - Le préfet des Hauts-de-Seine, le préfet directeur du cabinet, le directeur de la police générale, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, le directeur de l'ordre public et de la circulation, la directrice du renseignement et la présidente-directrice générale de la Régie autonome des transports parisiens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de police et de la préfecture des Hauts-de-Seine et consultable sur le site de la préfecture de police www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr.

Fait à Paris, le 18 janvier 2019

**Le Préfet de Police
Pour le Préfet de Police
Le Préfet, Directeur du Cabinet**

Signé

Pierre GAUDIN

Préfecture de Police

75-2019-01-18-009

Arrêté n°2019-00060 autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares parisiennes le samedi 19 janvier 2019.

Arrêté n° 2019-00060
autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF
à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares parisiennes
le samedi 19 janvier 2019

Le préfet de police,

Vu le code des transports, notamment son article L. 2251-9 ;

Vu code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

Vu l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 72 et 73 ;

Vu le décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 modifié relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, notamment son chapitre II bis ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2016 relatif à la formation des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP, notamment son article 7-4 ;

Vu la saisine en date du 17 janvier 2019 du sous-directeur régional de la police des transports ;

Considérant que, en application l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du même décret ne peuvent réaliser des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transports, que dans les limites de la durée et des lieux ou catégories de lieux déterminés par l'arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure ; que cet arrêté est pris à Paris par le préfet de police ;

Considérant les appels lancés dans le contexte du mouvement dit des « gilets jaunes », et largement relayés sur les réseaux sociaux, à de nouvelles manifestations à Paris le samedi 19 janvier prochain pour un Acte X de la mobilisation ;

Considérant que, à l'instar des samedis précédents, il y a tout lieu de penser que des individus déterminés, violents et très mobiles devraient venir se greffer à ces rassemblements afin d'en découdre avec les forces de l'ordre, de commettre des dégradations du mobilier urbain, de véhicules et des commerces et avec pour objectif principal de s'attaquer aux institutions et principalement la présidence de la République ;

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Considérant que ces risques caractérisent les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionnées à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à ce niveau élevé de la menace ;

Considérant que les forces de sécurité intérieure, fortement mobilisées pour assurer la sécurisation générale de la région d'Ile-de-France dans un contexte de menace terroriste qui, avec l'attentat commis aux abords du marché de Noël de Strasbourg le mardi 11 décembre 2018, demeure à un niveau élevé, ne sauraient assurer seules les contrôles spécifiques nécessaires à la sécurité des usagers de la SNCF, qui relève au premier chef de la responsabilité de l'exploitant ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens ; qu'une mesure autorisant les agents agréés du services internes de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité dans certaines gares parisiennes le samedi 19 janvier 2019 répond à ces objectifs ;

Vu l'urgence,

Arrête :

Art. 1^{er} - Les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret du 7 septembre 2007 susvisé peuvent procéder, outre à l'inspection visuelle des bagages à main et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille, à des palpations de sécurité le samedi 19 janvier 2019 dans les gares suivantes, de leur ouverture à leur fermeture :

- Paris Gare de l'Est ;
- Paris Saint Lazare,
- Paris Austerlitz ;
- Paris Montparnasse ;
- Paris Gare de Lyon
- Paris Gare du Nord.

Art. 2 - Le préfet, directeur du cabinet, le directeur de la police générale, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, le directeur de l'ordre public et de la circulation, la directrice du renseignement et le président du directoire de la SNCF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police et consultable sur le site de la préfecture de police www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr.

Fait à Paris, le 18 janvier 2019

**Le Préfet de Police
Pour le Préfet de Police
Le Préfet, Directeur du Cabinet**

Signé

Pierre GAUDIN

Préfecture de Police

75-2019-01-17-013

Arrêté n°DTPP 2019-0077 portant renouvellement
d'habilitation dans le domaine funéraire.



DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
SOUS-DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau des polices de l'environnement et des opérations funéraires

A R R Ê T É DTPP-2019-77 du 17 janvier 2019
Portant **renouvellement d'habilitation** dans le domaine funéraire
LE PRÉFET DE POLICE

- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2223-23 et R.2223-56 ;
- Vu l'arrêté n° DTPP 2013-24 du 10 janvier 2013 modifié, portant renouvellement d'habilitation n° 12-75-239 dans le domaine funéraire pour une durée de six ans de l'établissement « O.G.F. » à l'enseigne « PFG – SERVICES FUNÉRAIRES » situé 3, avenue de la Porte de Saint-Ouen à Paris 17^{ème} ;
- Vu la demande de renouvellement d'habilitation du 10 janvier 2019, présentée par M. Didier ROLLAND, Directeur délégué IDF de la société OGF et responsable de l'établissement ;
- Vu le dossier annexé à cette demande ;

A R R Ê T É

Article 1^{er} : L'établissement : **O.G.F.**
Nom commercial : **PFG – SERVICES FUNÉRAIRES**
3, avenue de la Porte de Saint-Ouen
75017 PARIS

dirigé par Monsieur Didier ROLLAND, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire français les activités funéraires suivantes :

- **Transport des corps avant et après mise en bière au moyen des véhicules listés en annexe,**
- **Organisation des obsèques,**
- **Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,**
- **Fourniture des corbillards et des voitures de deuil listés en annexe,**
- **Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.**

Article 2 : L'établissement est également habilité à sous-traiter, sur l'ensemble du territoire français, l'activité funéraire suivante dans les conditions définies ci-dessous et sous réserve de la validité de l'habilitation du sous-traitant :

| Société | Activité | Adresse | N° habilitation |
|-------------------------------|-----------------------|---|-----------------|
| HYGECO POST MORTEM ASSISTANCE | Soins de conservation | 20 boulevard de la Muette 95140 GARGES LES GONESSES | 14-95-0185 |

Article 3 : Le numéro de l'habilitation est **19-75-0239**.

Article 4 : Cette habilitation est valable six ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 5 : Le Directeur des transports et de la protection du public est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Pour le Préfet de Police et par délégation,
La Sous-Directrice de la protection sanitaire
et de l'environnement,

SIGNÉ

Isabelle MÉRIGNANT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE – 1 bis, rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04 – Tél. : 3430 (0,06 €/min + prix d'un appel)
<http://www.prefecturedepolice.paris> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr